

## DISCUSSION SUR LE PROGRAMME D'ÉCHANGE DE SERINGUES AVEC LE CABINET DU PREMIER MINISTRE

**Le 23 juillet dernier, UCCO-SACC-CSN a rencontré le responsable de la Sécurité publique du cabinet du premier ministre pour discuter du programme d'échange de seringues en prison (PESP). Nous avons exprimé notre déception d'avoir été pris de court par la politique du gouvernement qui n'a même pas daigné consulter les hommes et les femmes qui doivent opérationnaliser cette initiative.**

Nous avons aussi tenu à soulever plusieurs questions qui demeurent sans réponse, telles que :

- Quel rôle l'agent correctionnel doit-il jouer – alors qu'il prévient la présence et l'usage des drogues illicites dans les établissements carcéraux – maintenant que le gouvernement a décidé de tolérer son usage? Ne devrions-nous pas aider les détenus à arrêter de consommer des drogues?
- Le SCC a-t-il encore une politique de tolérance zéro à l'endroit des drogues? Qu'est-ce qui a changé?
- Qu'arrive-t-il lorsque des seringues sont manquantes (sécurité du personnel)?
- Pourquoi opérationnaliser un nouveau programme alors que les stratégies de réduction des méfaits et de contrôle des maladies infectieuses fonctionnent bien? En effet, selon les chiffres du SCC, le taux d'hépatite C en milieu carcéral a chuté de 32 % à 8 % en dix ans.
- Pourquoi ces ressources ne sont-elles pas investies en soins et traitements plutôt que dans ce type de programme?

Nous avons souligné que le milieu carcéral ne se compare pas à la société civile et que la culture

carcérale en Amérique du Nord n'est pas la même que la culture carcérale en Europe. Nous avons fait valoir les chiffres de Statistique Canada qui indiquent que 68 % des détenus ont commis leur crime sous l'influence de drogues, une donnée mal vue au sein de la population canadienne.

Notre interlocuteur nous a remerciés pour nos précieux renseignements sur le sujet et, surpris d'apprendre que nous n'avions pas été préalablement consultés, il s'est engagé à parler au ministre de la Santé pour que ce dernier discute avec nous.

Nous avons demandé à ce que le gouvernement repousse l'implantation nationale du programme d'échange de seringues, prévue pour janvier 2019, jusqu'à ce que nous soyons dûment consultés et que nous ayons évalué les conséquences des deux projets pilotes actuellement en cours aux établissements de Grand Valley et de l'Atlantique. On nous a promis un suivi à nos demandes.

Nous avons également abordé l'isolement administratif et les récentes décisions juridiques et des problèmes découlant de ces décisions. Nous avons demandé à être consultés sur tout changement au projet de loi C-56. On nous a assuré que, oui, on nous tiendrait au courant des développements et que nous serions consultés sur le sujet.

Finalement, nous avons effleuré le sujet du projet de loi sur le prélèvement d'échantillons de sang que le gouvernement devait déposer et que les agents correctionnels attendent toujours. La réponse : ce dossier est toujours dans le collimateur du gouvernement.